

**Arrêté préfectoral portant astreinte administrative  
Société ADS IDF Nord  
Commune du Plessis-Belleville**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Corinne Orzechowski en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 novembre 2013 à la société Guy Dauphin Environnement pour le bénéfice des droits acquis pour les rubriques n° 2712 et n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune du Plessis-Belleville ;

Vu l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant délivré le 5 août 2019 à la société ADS IDF NORD pour la reprise de l'exploitation des activités de la société Guy Dauphin Environnement sur le territoire de la commune du Plessis-Belleville ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 29 décembre 2000 à la société SA Gennevilliers poids lourds pour ses activités sur le territoire de la commune du Plessis-Belleville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 2022 mettant en demeure, dans un délai de 7 jours, la société ADS IDF NORD de procéder à la réalisation des travaux de mise en conformité du site au regard des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipement électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, carton, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la visite d'inspection du 8 juin 2022 réalisée sur le site de la société ADS IDF Nord au Plessis-Belleville ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 5 juillet 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, confirmant le maintien des « faits non conformes » ayant donné lieu à la mise en demeure ;

Vu le courrier du 5 juillet 2022 informant l'exploitant, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 171-8, de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 8 juin 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux de mise en conformité concernant le plan des installations, la défense incendie et la rétention des eaux incendie n'ont pas été réalisés comme imposé par l'arrêté de mise en demeure du 3 juin 2022 ;
2. l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;
3. ce non-respect constitue un manquement caractérisé de la mise en demeure issue de l'arrêté susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect de la mesure de police imposée ;
4. ces inobservations présentent des risques vis-à-vis de l'environnement de l'établissement concerné, et notamment sont susceptibles d'aggraver les risques de pollution du sol et des eaux souterraines, de remettre en cause la gestion du risque incendie et qu'elles constituent des écarts réglementaires ayant déjà été constatés lors d'une inspection précédente sans remise en conformité dans les délais fixés ;
5. il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cette société un arrêté la rendant redevable du paiement d'une astreinte administrative conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin d'assurer le respect de la réglementation en vigueur ;
6. le montant de l'astreinte journalière, qui ne doit pas dépasser 1 500 € selon l'article L. 171-8-4° du code de l'environnement, doit être proportionné à la gravité des manquements constatés et tenir compte des dommages commis à l'environnement ;
7. il résulte de ce qui précède, que le montant de l'astreinte peut être fixé à 200 euros par jour et que le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté est un délai raisonnable permettant à l'exploitant de se conformer aux prescriptions non respectées ;
8. en application du dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut procéder à la publication du présent acte, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans ;
9. la personne sanctionnée a été informée par le courrier du 5 juillet 2022 susvisé de la mesure de publication envisagée pour le présent acte, à savoir 200 euros par jour sur le site internet des services de l'État dans le département ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société ADS IDF Nord, autorisée par arrêté préfectoral du 5 août 2019 à reprendre l'exploitation de la société Guy Dauphin Environnement (GDE) sur le territoire de la commune du Plessis-Belleville et actualisant la situation administrative de ses installations, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier (jours ouvrés) de 200 euros jusqu'à satisfaction de la mise en œuvre du plan des installations, de la défense incendie et de la rétention des eaux incendie.

Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, assorti d'un délai de sursis de 6 mois.

Au terme de ce délai de 6 mois, si les non-conformités perdurent, l'astreinte sera liquidée et recouvrée à l'issue de chacun des contrôles effectués jusqu'à retour à la conformité de l'installation, en prenant comme point de départ de la liquidation la notification du présent arrêté

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

### **Article 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens – 14 rue Lemerchier à Amiens (80000), dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication prévues à l'article suivant.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En application de l'article L. 171-8-II-4° et du dernier alinéa de l'article L. 171-8-II-1° du code de l'environnement, l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure d'astreinte ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

### **Article 3 : PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie du Plessis-Belleville pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire du Plessis-Belleville fait connaître, par procès-verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installations classées, au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

#### **Article 4 : EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, la Sous-préfète de Senlis, le maire du Plessis-Belleville, le Directeur départemental des territoires de l'Oise, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 12 AOUT 2022

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,

Sébastien LIME

#### **Destinataires :**

La société ADS IDF Nord

La Sous-préfète de Senlis

Le maire de la commune du Plessis-Belleville

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France